

/ MOUVEMENT SOCIAL

À GRT GAZ ET STORENGY

février 2013

DANS LE CADRE DE L'INTERSYNDICALE EN COURS, CONCERNANT LES MOUVEMENTS DE GRÈVE À GRTGAZ ET STORENGY, LES REPRÉSENTANTS FO ÉNERGIE ET MINES ONT RENCONTRÉ LA SÉNATRICE MAIRE DE MARSEILLE, MADAME GHALI ET, LE CONSEILLER DU MINISTRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF ARNAUD MONTEBOURG.

L'objet de cette réunion était la situation de conflit au sein de GDF Suez, **en particulier à GRTgaz et STORENGY : les problèmes de fermetures des sites, notamment sur Marseille, l'externalisation des activités, la sécurité et les risques qui en découlent, les diverses suppressions de postes et d'emplois.**

Nous avons également dénoncé la politique de financiarisation du Groupe et l'attitude passée des représentants du Gouvernement au sein du Conseil d'Administration (APE et ministères), qui semblent être très passives et ambiguës quant à leurs mandats, le gouvernement devant préciser leur mission. Nous avons également indiqué que, pour nous, la stratégie industrielle du Groupe était loin d'être claire. **Nous avons demandé un moratoire sur les restructurations et les suppressions d'emplois au sein du Groupe.**

Nos interlocuteurs ont été particulièrement attentifs à nos explications et préoccupations. Ils se sont engagés à revenir vers nous très rapidement par les Cabinets des deux ministères concernés (Redressement productif et Environnement).

La Sénatrice Maire de Marseille Madame GHALI s'est dite particulièrement volontariste dans la nécessité de garder, sur son arrondissement, une Entreprise comme GDF Suez avec tous les emplois et services associés.

Nous restons donc fortement mobilisés afin d'obtenir les réponses à nos demandes de la part du Gouvernement et des Directions de GDF Suez. **Le conseiller du ministre nous a confirmé que le GAZ avait toute sa place dans le nouveau paysage du Mix énergétique français.**

Plus particulièrement concernant GRTgaz, il a été évoqué :

- Les problèmes d'externalisations des activités mettant en danger la sécurité des ouvrages.
- Nous avons également fait valoir le maintien des emplois sur les régions.

Nous sommes fortement surpris du manque de dialogue social, et du manque d'ouvertures de négociations relatives au préavis de grève déposé le 28 janvier 2013 auprès de la direction de GRTgaz.

De nouvelles réunions seront prévues si nécessaire.

AVANÇONS
sur l'essentiel
PROTEGEONS
l'indispensable

www.fnem-fo.org

LES PARTICIPANTS POUR FO

SÉBASTIEN CROXO
GILLES PECCARD
PHILIPPE TAURINES